

*Initiatives ministérielles*

libéral, puis les socialistes qui sont déjà couchés, venir nous dire qu'il y avait des choses qui n'étaient pas vraies là-dedans. En aucun moment on a entendu, monsieur le Président, être capables de prouver qu'une seule ligne sur la tonne de documents que l'on possède, que les Canadiens nous réclament. . . Les libéraux et les néo-démocrates veulent nous empêcher d'informer les Canadiens, ce qui est une autre honte. En plus de nous raconter toutes sortes de choses ici à la Chambre, on refuse que les citoyens canadiens soient informés, alors que les libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils se payaient de belles annonces à la télévision avec des gros oiseaux qui se promenaient dans le paysage, puis ils nous disaient: Vive le Canada. C'était comme cela que vous faisiez votre propagande!

Maintenant, nous, on est plus raisonnable, on a des documents, on a des informations et on veut que les citoyens canadiens soient informés.

Monsieur le Président, on a fait peur aux personnes âgées de ma circonscription durant la dernière campagne électorale. Les personnes âgées veulent avoir de l'information actuellement. L'information est la suivante: il y a 84 p. 100 des personnes âgées, de la circonscription de Saint-Maurice, qui vont être en meilleure santé économique une fois que la TPS sera acceptée par le Parlement et je pense que cela va se faire très rapidement, 84 p. 100 des gens de ma circonscription qui méritent d'être dans une meilleure situation économique. Adoptons la TPS, et les gens qui sont les plus pauvres dans notre société. . . non pas comme l'a fait tantôt mon collègue néo-démocrate, parler des riches qui ont 500 000 \$ en caisse, 50 000 \$ de revenus d'intérêts. Les néo-démocrates se préoccupent de ces citoyens-là.

Il y a un citoyen sur trois dans ma circonscription qui sont des personnes âgées en difficulté et qui ont besoin de cet argent-là. Vous savez, il y a un citoyen sur trois, une famille sur trois dans la circonscription de Saint-Maurice qui est dirigée par une femme en situation monoparentale, monsieur le Président, et cela c'est quelque chose de très important. Avec la TPS, ces femmes qui dirigent des jeunes familles de un ou deux enfants vont être en meilleure situation et en meilleure position sur le plan économique avec l'adoption de la TPS.

Avec ces quelques remarques, monsieur le Président, et quelques autres dont on pourrait s'entretenir encore longtemps, je suis absolument incapable de comprendre pourquoi au moins les gens de l'Opposition officielle et les gens du NPD ne peuvent pas penser un seul instant que ce qu'ils sont en train de faire est une grave erreur historique. C'est que lorsque les Canadiens vont se rendre compte, une fois que la TPS sera appliquée, qu'elle

est bénéfique pour l'ensemble de l'économie canadienne, les citoyens canadiens vont dire: Les libéraux, les néo-démocrates, ce que vous nous avez dit en 1990, vous étiez dans l'erreur. Continuez à le faire, les citoyens canadiens vont s'en rappeler comme ils se rappellent de la campagne de peur que vous avez fait sur le libre-échange et sur le dos des citoyens âgés du Québec et de l'ensemble du Canada. Continuez de la même façon, et vous allez rester de ce côté-ci de la Chambre pour très longtemps.

[Traduction]

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur le Président, c'est une histoire fort intéressante que nous avons entendue au sujet d'un ancien ministre libéral des Finances qui a laissé les choses dans un état épouvantable quand il est parti. Je rappellerai aux députés que, lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir en 1984, la situation aurait difficilement pu être pire.

Les programmes dont nous avons hérité et que nous cherchons maintenant à corriger étaient des programmes de dépenses excessives. Le déficit annuel avait atteint un sommet sans précédent, et les prévisions n'étaient guère réconfortantes. Je me rappelle comment les députés de l'opposition ont poussé les hauts cris contre l'élimination d'environ 50 000 postes prévue dans le budget qu'a présenté, en 1985, le député d'Etobicoke-Centre, alors ministre des Finances.

Nous nous efforçons de réduire des déficits galopants. Ce qui ne me surprend pas le moins, c'est que nous contrarions quelques députés de l'opposition en cours de route. Il ne faut pas oublier qu'une politique économique solide suppose un ou plusieurs programmes qui porteront fruit.

D'abord, notre politique nous permettra de bénéficier du niveau de vie et du genre de programmes sociaux auxquels nous avons pris goût avec le temps. À l'instar de toute famille et de toute entreprise, le gouvernement qui ne sait pas maîtriser son économie ne dispose pas de l'argent nécessaire pour maintenir son niveau de vie, pour assurer aux Canadiens les services qu'ils attendent.

Nous avons mis en oeuvre des politiques et des initiatives qui n'ont pas toujours été populaires du point de vue politique, mais que nous jugions nécessaires afin que le Canada puisse se développer et devenir vraiment concurrentiel.

Je me souviens que nous avons été contraints à des élections, il n'y a pas tant d'années, par le Sénat non élu qui estimait en partie que nos politiques de libre-échange feraient perdre aux Canadiens des emplois et à notre pays sa souveraineté. Comme nous avons pu le constater, c'est le contraire qui s'est produit.